

CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

[Seule la version originale en langue anglaise fait foi]

dans le cadre du *Holocaust Victim Assets Litigation*

Affaire Numéro CV96-4849

Décision d'attribution certifiée

en faveur du requérant [SUPPRIMÉ]
agissant en son propre nom et en qualité de représentant de [SUPPRIMÉ], [SUPPRIMÉ],
[SUPPRIMÉ]

concernant le compte bancaire de Mélanie Pollak

Numéro de requête: 223318/LK¹

Montant de la décision d'attribution : 49,375.00 francs suisses

La présente décision d'attribution certifiée est basée sur la requête déposée par [SUPPRIMÉ] (ci-après : « le requérant ») concernant le compte de Mélanie Pollak (ci-après : « la titulaire du compte») auprès de la Banque (confidentiel) (ci-après : « la Banque »).

Toutes les décisions sont publiées. Toutefois, lorsque – comme en l'espèce – le requérant demande que sa requête soit traitée de manière confidentielle, les noms du requérant, de tout parent du requérant autre que le titulaire du compte, ainsi que celui de la banque, demeurent confidentiels.

Informations fournies par le requérant

Le requérant a soumis un formulaire de requête dans lequel il identifie la titulaire du compte comme étant sa grand-tante maternelle, Mélanie Pollak, née le 28 novembre 1886 à Iglau,

¹ Le requérant a soumis des requêtes additionnelles concernant les comptes de [SUPPRIMÉ], [SUPPRIMÉ], [SUPPRIMÉ], [SUPPRIMÉ], [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ] auxquelles ont été attribués les numéros de requête suivants : 223312, 223313, 223314, 223315, 223316, 223317 et 223319 respectivement. Les requêtes déposées sur ces comptes feront l'objet d'autres décisions.

Tchécoslovaquie. Le requérant indique que sa grand-tante habitait chez son père à Lerchenfelderstrasse 66, à Vienne, Autriche, vers la fin du XIX^e siècle et qu'elle habitait à Rotensterngasse 23/7, à Vienne aux alentours de 1942. Le requérant ajoute que sa grand-tante, qui était juive, avait été déportée au camp de transit Izbica, où elle a péri le 15 mai 1942.

À l'appui de sa requête, le requérant a soumis l'acte de naissance de Mélanie Pollak issu en Tchécoslovaquie, montrant que ses parents étaient [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ] et l'acte de naissance de son grand-père [SUPPRIMÉ], montrant que ses parents étaient également [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ]. Le requérant a aussi soumis le livret de famille de ses parents, montrant que sa mère était [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], et que le père de [SUPPRIMÉ] était [SUPPRIMÉ]. En outre, le requérant a soumis un document de succession lié à [SUPPRIMÉ], le grand-oncle maternel du requérant, montrant que Mélanie Pollak était sa sœur et que [SUPPRIMÉ], la mère du requérant, était la nièce de [SUPPRIMÉ]. Le requérant a également soumis un arbre généalogique détaillé.

Le requérant déclare être né le 25 mai 1943 à Antibes, France. Le requérant agit en qualité de représentant de ses deux frères et de sa sœur, [SUPPRIMÉ], né 17 juillet 1946 à Boulogne, France; [SUPPRIMÉ], né le 8 septembre 1944 à Camaux, France; et [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ] le 21 octobre 1948 à Boulogne.

Informations contenues dans le document bancaire

Le document bancaire consiste en un extrait de la liste de comptes numérotés qui avaient été fermés. Il ressort de ce document que la titulaire du compte était *Frau* (Mme) Mélanie Pollak résidant à Vienne, Autriche. Le document bancaire indique que la titulaire du compte détenait un compte de type inconnu. D'après le document bancaire, le compte a été fermé en octobre 1938 et transféré au *Oesterreichische Kredit Wienerbankverein* à Vienne. Le solde de ce compte le jour de son transfert reste inconnu. Les réviseurs qui ont mené leur investigation dans cette banque pour identifier les comptes de victimes de persécutions nazies sur les instructions du Comité Indépendant de Personnalités Éminentes (ci-après : « l'ICEP » ou « l'investigation de l'ICEP ») ont déterminé que le solde de ce compte a été payé aux autorités nazies

Informations contenues dans les archives de l'État autrichien

En vertu de l'arrêté pris par le régime nazi le 26 avril 1938, les Juifs résidant en Autriche et dont les avoirs dépassaient un certain plafond étaient tenus de soumettre un formulaire de recensement répertoriant leurs avoirs. Les archives de l'État autrichien (Archives de la République, Finances) contiennent des documents concernant les avoirs de Mélanie Pollak, propriétaire d'une affaire, née en Tchécoslovaquie le 28 novembre 1886, résidant à Vienne. Les documents indiquent que Mélanie Pollak résidait à Grieshofgasse 1, Vienne XII, et qu'elle était la propriétaire d'un commerce nommé [SUPPRIMÉ] site à Storchengasse 3, Vienne XIV. Selon ces documents, Mélanie Pollak possédait des actifs atteignant un total approximatif de 17,000.00 Reichsmarks (valeur de 1938), qui consistaient principalement en des biens immeubles et des

actifs commerciaux. Dans les archives aucune mention n'est faite d'avoirs détenus dans un compte bancaire en Suisse.

Analyse effectuée par le CRT

Identification de la titulaire du compte

Le nom de la grand-tante du requérant correspond au nom publié de la titulaire du compte. Le requérant déclare que sa grand-tante résidait à Vienne, ce qui concorde avec l'information publiée concernant la titulaire du compte contenue dans le document bancaire. Le CRT note que le document bancaire ne contient pas d'informations spécifiques concernant la titulaire du compte, si ce n'est son nom, son appellation «*Frau*»² et sa ville et son pays de résidence. En outre, le CRT note que le nom de Mélanie Pollak figure dans une base de données contenant les noms de victimes de persécutions nazies qui précise que celle-ci est née le 28 novembre 1868³ et qu'elle résidait à Vienne. À l'appui de sa requête, le requérant a soumis plusieurs documents, notamment l'acte de naissance de Mélanie Pollak et un document de succession lié à [SUPPRIMÉ], le grand-oncle maternel du requérant, montrant que Mélanie Pollak était sa sœur. Ces documents apportent une vérification indépendante comme quoi la personne prétendue être la grand-tante du requérant portait le même nom que celui qui figure dans le document bancaire comme étant la titulaire du compte. Le CRT note également que le nom Mélanie Pollak n'apparaît qu'une seule fois sur la liste publiée en février 2001 des comptes que l'ICEP a identifié comme ayant «*probablement ou éventuellement*» appartenu à des victimes des persécutions nazies. Le CRT note qu'il n'a pas reçu de requêtes supplémentaires revendiquant le compte en question. Compte tenu de tout ce qui précède, le CRT conclut que le requérant a identifié la titulaire du compte de façon plausible.

La titulaire du compte en tant que victime de persécutions nazies

Le requérant a démontré qu'il est plausible que la titulaire du compte ait été victime de persécutions nazies. Le requérant a affirmé que la titulaire du compte était juive et qu'elle avait été déportée à Izbica où elle péri en 1942. Tel qu'il a été mentionné ci-dessus, le nom de Mélanie Pollak figure dans la base de données contenant les noms de victimes de persécutions nazies dont dispose le CRT.

² Le CRT note que le requérant n'a pas indiqué que sa grand-tante soit mariée, mais, étant donné qu'elle était âgée de 45 ans durant la période pertinente, il est plausible que l'appellation de *Frau* ait été utilisée indépendamment de son état civil.

³ Le CRT note qu'il est possible qu'il y ait une erreur dans l'année de naissance de la Mélanie Pollak identifiée dans la base de données contenant les noms de victimes qui précise que celle-ci est née le 28 novembre 1868. Le CRT conclut que la Mélanie Pollak identifiée par le requérant, née le 28 novembre 1886, est vraisemblablement la même personne.

Le lien de parenté entre le requérant et la titulaire du compte

Le requérant a rendu vraisemblable que la titulaire du compte est sa grand-tante, la sœur de son grand-père, en soumettant des informations biographiques spécifiques, un arbre généalogique détaillé et de nombreux documents. Ces documents comprennent l'acte de naissance de Mélanie Pollak, montrant que ses parents étaient [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ] et l'acte de naissance du grand-père maternel du requérant, [SUPPRIMÉ], montrant que ses parents étaient également [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ]. Le requérant a aussi soumis le livret de famille de ses parents, montrant que sa mère était [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], et que le père de [SUPPRIMÉ] était [SUPPRIMÉ]. En outre, le requérant a soumis un document de succession lié à [SUPPRIMÉ], le grand-oncle maternel du requérant, montrant que Mélanie Pollak était sa sœur et que [SUPPRIMÉ], la mère du requérant, était la nièce de [SUPPRIMÉ]. Le CRT note qu'il est plausible que ces documents, indiquant le nom de la grand-tante du requérant, Mélanie Pollak, soient des documents que seulement un membre de la famille aurait en sa possession. En outre, le CRT note que le requérant a identifié des informations sur sa grand-tante qui correspondent à l'information contenue dans la base de données de Yad Vashem. Finalement, le CRT note que l'information qui précède est du type d'information dont disposeraient des membres de la famille et indique que le requérant connaissait bien la propriétaire du compte comme appartenant à sa famille et toute cette information renforce la plausibilité que le requérant soit apparenté à la titulaire du compte, tel qu'il l'affirme dans son formulaire de requête.

Présomptions relatives aux comptes fermés « par inconnu »

Les réviseurs qui ont mené leur investigation dans cette banque pour identifier les comptes de victimes de persécutions nazies sur les instructions de l'ICEP ont déterminé que le solde de ce compte avait été payé aux autorités nazies. Le CRT note que certains des faits de ce cas sont semblables à ceux d'autres cas sur lesquels le CRT a statué, où, suite à *l'Anschluss*, les Juifs résidant en Autriche avaient dû soumettre en 1938 un formulaire de recensement répertoriant leurs avoirs, suite à quoi, leurs comptes ont été fermés « par inconnu » ou ont été transférés à des banques contrôlées par les Nazis.

Fondement de la décision d'attribution

Le CRT a déterminé qu'une décision d'attribution peut être rendue en faveur du requérant. En premier lieu, la requête est recevable conformément aux critères établis à l'article 18 des Règles de Procédure pour le Règlement des Requêtes, telles qu'amendées, (ci-après : « les Règles »). En second lieu, le requérant a démontré de manière plausible que la titulaire du compte était sa grand-tante, et ce lien de parenté justifie qu'une décision d'attribution soit rendue. Enfin, le CRT a déterminé qu'il est plausible que ni la titulaire du compte ni ses héritiers n'aient reçu les avoirs du compte revendiqué.

Montant de la décision d'attribution

Dans ce cas, la titulaire du compte était en possession d'un compte de type inconnu. En application de l'article 29 des Règles, lorsque le solde d'un compte est inconnu, comme en l'espèce, le solde moyen en 1945 de comptes du même type ou d'un type analogue est utilisé pour calculer la valeur actuelle du compte attribué. Il ressort de l'investigation de l'ICEP qu'en 1945 le solde moyen d'un compte de type inconnu était de 3,950.00 francs suisses. Conformément à l'article 31(1) des Règles, la valeur actuelle de cette somme est obtenue en multipliant le montant précité par un facteur de 12.5, produisant ainsi un montant total d'attribution de 49,375.00 francs suisses.

Répartition du montant de la décision d'attribution

En application de l'article 23(1)(d) des Règles, si ni le conjoint ni les descendants du titulaire du compte n'ont soumis de requête sur le compte, la décision d'attribution répartira le montant du compte à parts égales, par représentation, entre les descendants des parents du titulaire du compte ayant soumis une requête sur le compte. Dans le cas en l'espèce, le requérante représente ses deux frères et sa sœur. En conséquence, le requérant, se deux frères et sa sœur ont le droit de recevoir chacun un quart de la somme totale d'attribution.

Portée de la décision d'attribution

Le CRT informe le requérant que, conformément à l'article 20 des Règles, sa requête fera l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il existe d'autres comptes bancaires auxquels il aurait droit. De telles recherches porteront notamment sur la base de données de la totalité des comptes, laquelle comprend 4,1 millions de comptes bancaires suisses qui étaient ouverts entre 1933 et 1945.

Certification de la décision d'attribution

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision d'attribution afin que les Représentants spéciaux procèdent au paiement.

Claims Resolution Tribunal
Le 31 décembre 2003